

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2016

I - PRESENTATION DE L'UNIVERSITE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'Université

L'Université Lumière Lyon 2 compte 28 704 étudiants (dont 17% d'étudiants internationaux) au 15 janvier 2016. Disposant d'une superficie de locaux de 140 751 m² (SHON) répartis sur deux campus, elle propose, dans quatre grands domaines de formation – Arts, lettres, langues – Droit, économie, gestion – Sciences humaines et sociales – Sciences, Technologies, Santé – un large choix de formations : 38 diplômes de licences, 20 diplômes de licences professionnelles, 140 spécialités de masters, 10 spécialités de DUT et 49 spécialités de DU, dispensées au sein de 6 facultés et 6 instituts.

L'Université consacre également une large part de son activité à la recherche : 33 laboratoires et 4 regroupements fédératifs orientés principalement dans le domaine des sciences humaines et sociales ainsi que 7 écoles doctorales.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

L'Université Lumière Lyon 2 fait partie des quelques établissements de la vague 1 qui, dès 2016, ont mis en application les modalités du décret GBCP dans le système d'information financier Sifac.

Cela s'est traduit par la tenue d'une comptabilité budgétaire (AE/CP et RE) distincte de la comptabilité générale.

Cela s'est également accompagné de l'utilisation de la 1^{ère} version de la nomenclature unifiée M9 (nomenclature qui connaît encore quelques évolutions en 2017).

Correction d'erreur : néant

II - PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels ont été préparés conformément aux dispositions de la M9 en matière de réglementation budgétaire, financière et comptable des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France (Plan comptable général résultant du CRC 99-03).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Application du Recueil des Normes Comptables pour les Etablissements Publics à compter du 1^{er} janvier 2016 :

Le Recueil des normes comptables, pour les organismes visés aux alinéas 4 à 6 de l'article 1^{er} du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, est applicable aux états financiers à compter du 1^{er} janvier 2016 (exercice clos le 31 décembre 2016), avec possibilité, à titre dérogatoire en 2016, de différer l'application de certaines dispositions comme le prévoit l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 portant adoption de ce recueil.

L'université Lyon 2 a appliqué partiellement ces dispositions de l'instruction comptable commune au 31 décembre 2016 en ne constatant notamment plus de résultat exceptionnel. Néanmoins, elle n'a pas appliqué en totalité la nouvelle présentation des états financiers. Ces changements seront faits pour les comptes clos au 31/12/2017.

2.2 Suivi des réserves émises dans le rapport annuel des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Dans son rapport annuel sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015, le commissaire aux comptes a émis une réserve sur l'insuffisante documentation permettant de justifier le correct rattachement des financements externes de l'actif aux immobilisations qu'ils ont financés.

En 2016, le changement d'environnement informatique lié à la mise en œuvre des dispositions du décret GBCP a permis de rattacher les financements externes de l'actif pour leur valeur brute, et non plus seulement, comme depuis le 31/12/2010, date de leur intégration dans le système d'information comptable Sifac, pour leur valeur nette.

Cela se traduit pour l'exercice 2016, par un rattrapage de la quote-part virée au compte de résultat pour un montant de K€ 676.

Cette correction permet de ramener le montant cumulé des reprises de subventions à un niveau cohérent, conforme au cumul théorique résultant des durées d'amortissements des biens auxquels elles sont rattachées.

2.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais accessoires et frais financiers.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée soit entre 3 et 5 ans.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et de mise en service).

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire correspondant à l'amortissement économique des biens.

Les durées d'utilisation des biens définies pour chaque catégorie d'immobilisation, les plus généralement retenues peuvent être résumées comme suit :

- constructions de bâtiment	30 ans
- installations générales, agencements et aménagements	20 ans
- installations techniques complexes	10 ans
- mobilier de bureau	10 ans
- matériel scientifique	10 ans
- matériel de bureau	10 ans
- matériel d'enseignement	5 ans
- matériel de transport	5 ans
- outillage	5 ans
- matériel informatique/matériel audiovisuel	5 ans

2.5 Patrimoine immobilier confié en dotation par l'Etat

L'Université Lumière Lyon 2 s'est vue confier en affectation un patrimoine immobilier par l'Etat. En Février 2010, ce patrimoine a fait l'objet d'une première évaluation par France Domaine, expert mandaté par l'Etat, pour une valeur de M€ 137.

Une deuxième évaluation du patrimoine a été réalisée en avril 2014 pour un montant de M€ 90. En l'absence d'informations sur l'origine des écarts observés et dans l'attente d'éléments de la part de France Domaine, le patrimoine immobilier affecté n'a pas encore été intégré dans les comptes de l'université.

2.6 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

2.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas.

2.8 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement, obtenues pour participer au financement d'une immobilisation amortissable, sont inscrites au bilan dans la ligne « Subventions d'investissement » et reprises en compte en résultat exceptionnel sur la même durée et sur le même rythme que l'amortissement de l'immobilisation à laquelle celles-ci se réfèrent.

2.9 Fonds propres

Les fonds propres de l'établissement sont constitués par les dotations et affectations de l'Etat ainsi que les dons et legs en capital. Le traitement dit « de la neutralisation » concernant les dotations aux amortissements des actifs reçus en dotation par l'Etat n'impacte pas le résultat mais les fonds propres de l'établissement.

2.10 Provisions

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels l'établissement est impliqué, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- l'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- l'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

2.11 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer correspondent principalement :

- aux charges de personnel à payer en 2017 au titre des droits et rémunérations acquis en 2016 (heures complémentaires et vacations, primes, rappels de traitement),
- à la provision pour CET pour sa partie monétisable et sa partie non monétisable évaluée à la clôture des comptes,
- à la provision pour congés non pris pour les personnels titulaires et contractuels non enseignants.

Les enseignants-chercheurs perçoivent une rémunération forfaitaire. Leurs droits à congés ne font en général pas l'objet d'un suivi dédié compte tenu du statut de ces personnels. S'agissant d'un cas exceptionnel où aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés des enseignants-chercheurs ne peut être réalisée, aucun passif n'a été comptabilisé à ce stade dans les comptes de l'établissement.

Les produits à recevoir correspondent principalement aux recettes de formation continue non encore émises.

2.12 Chiffre d'affaires

Les recettes sont généralement constatées :

- lors de l'encaissement des droits universitaires à hauteur de 4/10ème en produit à la clôture de l'exercice et à hauteur de 6/10ème en produits constatés d'avance,
- à l'avancement de la formation pour la formation continue et l'apprentissage,
- à la mise à disposition de personnel,
- à la réalisation de la prestation pour les autres prestations.

2.13 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont principalement constituées :

- des subventions de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes internationaux qui sont comptabilisées :
 - à la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées, dans le cas où elles sont subordonnées à la réalisation de conditions,
 - à réception de l'avis d'attribution de subvention dans les autres cas.
- de la taxe d'apprentissage dont le produit n'est reconnu qu'à hauteur des dépenses engagées à ce titre au cours de l'exercice. Ce principe repose sur le fait que les recettes provenant de la taxe d'apprentissage ne sont considérées comme définitivement acquises aux établissements que dans la mesure où ces derniers les ont utilisées pour financer la formation professionnelle.

III - NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, principalement constituées de logiciels, représentent une valeur brute de K€ 2 793 au 31 décembre 2016 contre K€ 2 670 au 31 décembre 2015.

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à K€ 123 et correspondent à des achats de licences informatiques.

La dotation aux amortissements s'élève à K€ 95 pour l'exercice 2016.

3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles (hors immobilisations en cours) représentent une valeur brute de K€ 131 344 au 31 décembre 2016 pour une valeur nette de K€ 52 048, contre respectivement K€ 128 628 et K€ 54 594 au 31 décembre 2015.

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à K€ 2 873.

Les immobilisations encours de K€ 21 991 au 31 décembre 2016 sont relatives à l'opération KL et Musée des Moulages.

Des sorties d'immobilisations ont été constatées pour K€ 156 en valeur brute et une valeur nette nulle.

La dotation aux amortissements relative à l'exercice 2016 a été de K€ 5 515.

3.3 Détail et échéance des créances

En K€	31-déc-16	31-déc-15
Clients	2 157	1 382
Sous total créances clients	2 157	1 382
Créances Etat (heures défiscalisées)	180	180
Créances liées aux subventions	1 763	1 207
Créances sociales	175	120
Ressources affectées	0	0
Autres créances d'exploitation	16	74
Sous total autres créances	2 134	1 582
Total créances d'exploitation	4 290	2 964

L'ensemble des créances de l'université est à moins d'un an.

3.4 Fonds propres

La variation des fonds propres, hors provisions pour risques et charges, s'analyse comme suit :

(En K€)

Fonds propres au 31 décembre 2015	93 251
Variation nette des financements de l'actif (1)	7 017
Résultat de l'exercice	7 480
Fonds propres au 31 décembre 2016	107 748

(1) *Variation nette des financements de l'actif :*

<i>Financements reçus</i>	<i>K€ 10 356</i>
<i>- Subventions reprises au compte de résultat</i>	<i>K€ 3 339</i>

3.5 Provisions pour risques et charges

En K€	Provisions au 31/12/2015	Dotations exercice	Reprises exercice		Provisions au 31/12/2016
			Avec objet	Sans objet	
Provision ARE	0				0
Provisions pour risques	276			65	212
Provisions pour charges	0				0
Total	276			65	212

3.6 Détail et échéance des dettes

En K€	31-déc-16	31-déc-15
Dettes fournisseurs	138	0
Fournisseurs – factures non parvenues	511	475
Dettes sociales	5 148	5 477
Ressources affectées	0	0
Autres dettes d'exploitation	3 086	2 252
Total des dettes d'exploitation	8 883	8 203

L'ensemble des dettes de l'Université est à échéance à moins d'un an.
Les dettes relatives aux immobilisations sont considérées comme hors exploitation.

3.7 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à K€ 4 089 au 31 décembre 2016, dont K€ 3 226 correspondent à 6/10^{ème} des droits d'inscriptions encaissés entre juillet et décembre 2016 au titre de l'année universitaire 2016-2017.

3.8 Charges à payer et produits à recevoir

En K€	31-déc-16	31-déc-15
Factures non parvenues fonctionnement	511	475
Charges à payer liées au personnel	3 686	3 912
Charges sociales liées au personnel	1 462	1 564
Ressources affectées	0	0
Total Charges à payer	5 659	5 951
PAR Formation continue	342	334
Ressources affectées	0	0
Total Produits à recevoir	342	334

Les recettes de formation continue font l'objet depuis cette année d'une analyse des produits à rattacher à l'exercice.

IV - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ventilation des produits d'exploitation (hors reprise sur amortissements et provisions)

(En K€)	31-déc-16	31-déc-15
Droits d'inscription	5 866	5 863
Subventions d'exploitation (1)	121 496	119 486
Prestations de formation continue	2 942	3 330
Autres prestations de services	1 567	1 728
Mise à disposition de personnel facture	399	585
Prestations de recherche	270	129
Produits des activités annexes	479	411
Autres	153	20
Total des produits d'exploitation	133 172	131 353

(1) Les subventions d'exploitation se répartissent comme suit :

(En K€)	31-déc-16	31-déc-15
Subventions de fonctionnement de l'Etat	113 433	112 121
Subventions des collectivités publiques	1 417	1 426
Subventions de l'Union Européenne	1 807	1 196
Subventions Agence Nationale Recherche	313	807
Autres	4 526	3 937
Total des subventions d'exploitation	121 496	119 486

4.2 Résultat exceptionnel

En K€	31-déc-16	31-déc-15
<u>Produits exceptionnels</u>		
Produits neutralisation des amortissements		-
Autres		31
Sous-total produits exceptionnels	0	31
<u>Charges exceptionnelles</u>		
Dotations aux amortissements		-
Autres		9
Sous-total charges exceptionnelles	0	9
Résultat exceptionnel	0	21

Les produits et charges considérés auparavant comme exceptionnels sont retraités en autres produits et charges de gestion courante dans la nouvelle nomenclature M9.

V - AUTRES INFORMATIONS

5.1 Événements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes annuels.

5.2 Effectifs

Emplois à fin de période	déc-16		déc-15	
	Indiv	ETP	Indiv	ETP
<u>Enseignants chercheurs</u>	825	748	779	754
<i>Titulaires</i>	527	507	662	657
<i>contractuels</i>	298	241	117	97
<u>Biatoss</u>	923	900	851	755
<i>Titulaires</i>	649	645	517	497
<i>contractuels</i>	274	255	334	258
TOTAL	1 748	1 648	1 630	1 508

L'augmentation apparente des effectifs provient d'un changement sur l'origine des données (Bilan social pour les chiffres 2015 et Cellule pilotage masse salariale pour 2016).

L'augmentation réelle au 31 décembre 2016 n'est que de 10 ETP correspondant à 8 individus.

5.3 Engagements financiers

Engagements donnés : néant

Engagements reçus : néant